

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES COURANTS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**ACCORD CADRE
PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION
DES ARTICLES R2124-1 ET 2, R2161-2 A 6, R2162-13 A 14
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

POUVOIR ADJUDICATEUR

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
DE CAYENNE

SECTION GESTION TECHNIQUE DU PATRIMOINE

OBJET DU MARCHÉ

Guyane (973) –FAG – Accord-cadre à bons de commande pour la maintenance préventive et corrective des installations et équipements contre l'incendie(SSi) et des installations d'extinction automatique de gaz(IAEG) des bâtiments des forces armées en Guyane.

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Organisation de l'Accord-Cadre	4
1.3 Décomposition en lots	4
1.4 Prestations	5
1.4.1 - Prestations relatives à l'engagement annuel et forfaitaire	5
1.4.2 - Prestations relatives aux bons de commandes ponctuels	5
1.4.3 - Clause de non exclusivité.....	5
1.5 Forme de notifications des documents et informations des différents intervenants du marché.....	6
1.6 Obligation de confidentialité et de sécurité	6
1.7 Durée de l'accord-cadre	7
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 3 – PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	7
3.1 Répartition des paiements	7
3.2 Contenu des prix – Règlement des comptes.....	8
3.2.1 – Contenu des prix.....	8
3.2.2 – Nature du prix.....	8
3.2.3 – Modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre	8
3.3 Variation dans les prix.....	9
3.3.1 – Type de variation des prix	9
3.3.2 – Mois d'établissement des prix du marché	9
3.3.3 – Choix de l'index de référence	9
3.3.4 – Modalités de révision	9
3.3.5 – Application de l'octroi de mer - Droit additionnel à l'octroi de mer	9
3.3.6 – Vérification des prestations effectuées.....	10
3.4 Délais d'exécution – Pénalités	10
3.4.1 – Délais d'exécution maintenance préventive.....	10
3.4.2 – Délais d'exécution d'interventions ponctuelles	10
3.4.3 – Pénalités pour retard.....	10
3.4.4 – Pénalités diverses	10
ARTICLE 4 – PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	11
4.1 Désignation de sous-traitants.....	11
4.2 Modalités de paiement direct par virements.....	11
ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	12
5.1 Retenue de garantie	12
5.2 Avance.....	12
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	12
6.1 Mesures d'hygiène et de sécurité	13
6.2 Qualifications requises	13
6.3 Clauses d'exécution à caractère environnemental et social	13
ARTICLE 7 – CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION ET LABEL	13

7.1	Certificat de bonne execution.....	13
7.2	Label.....	13
	ARTICLE 8 – CLAUSE DE REEXAMEN	14
8.1	Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d’index, d’évolution des variations supérieures aux clauses butoir.....	14
8.2	Substitution d’un nouveau titulaire lorsque le titulaire est visé par une procédure collective, et dans le cas de silence de l’administrateur judiciaire ou du liquidateur à la suite de sa mise en demeure par l’acheteur.....	14
8.3	Substitution sur demande du titulaire d’un nouveau titulaire en raison d’impossibilité de poursuivre les prestations du marché	15
8.4	Prise en compte d’éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d’exécution du contrat ou d’un bon de commande	15
8.5	Réduction du périmètre technique.....	15
8.6	Extension du périmètre géographique	15
8.7	Réduction du périmètre géographique	16
8.8	Ajout de prix dans un bordereau de prix	16
	ARTICLE 9 – LITIGES	16
	ARTICLE 10 – RESILIATION	17
	ARTICLE 11 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	17

ARTICLE PREMIER – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG fournitures courantes et services) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et ses mises à jour sont applicables au présent accord-cadre.

La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) figure en dernière page.

1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du présent CCAP concernent l'accord-cadre relatif aux prestations de maintenance préventive et corrective des installations et équipements contre l'incendie (SSI) et des installations d'extinction automatique de gaz (IAEG) des bâtiments des forces armées en Guyane.

La liste des matériels à entretenir relatives au présent accord-cadre est fournie en annexe du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre.

1.2 ORGANISATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et sera exécuté par des engagements de deux types :

- **un bon de commande annuel et forfaitaire** en vue de déclencher les prestations de maintenance préventive **des installations et équipements contre l'incendie (SSI) et des installations d'extinction automatique de gaz (IAEG) des bâtiments des forces armées en Guyane (FAG) ;**
- **des bons de commandes ponctuels pour des prestations de maintenance corrective** (incluant les pièces nécessaires) **des installations et équipements contre l'incendie (SSI) et des installations d'extinction automatique de gaz (IAEG) des bâtiments des forces armées (FAG) ;**

1.3 DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent accord-cadre est alloté en trois lots :

- **Lot 1 : installations et équipements contre l'incendie gérés par l'antenne de Kourou :**
 - quartier Forget à Kourou ;
 - gendarmerie maritime Pariacabo à Kourou ;
 - site Frégate, CETS au centre spatial Guyanais à Kourou ;
 - camp Szuts (CEFE) à Régina ;
 - camp Maric à Camopi ;
 - camp Bernet à Saint-Georges de L'Oyapock.
- **Lot 2 : installations et équipements contre l'incendie gérés par l'antenne de la Base aérienne :**
 - base aérienne François Masse à Matoury ;
 - site bélier, CCM à Kourou ;
 - base navale de Dégrad des Cannes (BNDdC) à Rémire Montjoly ;
 - îlot Cabassou à Rémire Montjoly ;
 - dépôt de munitions de la montagne des serpents à Roura ;
 - mont Vénus à Sinnamary.
- **Lot 3 : installations et équipements contre l'incendie gérés par l'antenne de Cayenne :**
 - quartier de la Madeleine à Cayenne ;
 - quartier Berthelin-Journet à Cayenne (des travaux sont prévus sur ce site, des avenants seront émis pour modifier les quantités) ;
 - hôtellerie du Cercle Mess Loubère à Cayenne ;
 - résidence COMSUP à Cayenne ;
 - résidence Montabo à Cayenne ;

- résidence de la Pointe Saint-Joseph à Cayenne ;
- base nautique de Stoupan ;
- station d'émission du grand mont Matoury ;
- camp du tigre à Rémire-Montjoly ;
- station d'émission du camp du Tigre à Rémire-Montjoly ;
- camp Artur à Saint Jean du Maroni ;
- camp Némé à Saint-Jean du Maroni ;
- camp Lumier à Maripasoula.

1.4 PRESTATIONS

1.4.1 - Prestations relatives à l'engagement annuel et forfaitaire

La notification du marché déclenche la prestation forfaitaire annuelle. Le titulaire s'engage sur la base du montant exprimé article E2 de l'acte d'engagement.

1.4.2 - Prestations relatives aux bons de commandes ponctuels

Les prestations de maintenance corrective feront l'objet de bons de commandes ponctuels.

Toutes les prestations inférieures à 1 000 € sont comprises dans le montant forfaitaire.

Pour les prestations de plus de 1 000 €, chaque bon de commande sera notifié au titulaire sur la base du BPU conformément à l'annexe 2 de l'acte d'engagement de l'accord cadre de référence.

Le prix des pièces détachées sera calculé sur la base :

- d'un prix de fourniture obtenu à partir d'une facture pro-forma du fournisseur ;
- d'un temps de main d'œuvre déterminé en accord avec le maître d'œuvre au prix défini au BPU ;
- d'un éventuel forfait de déplacement en accord avec le maître d'œuvre au prix défini au BPU ;
- du coefficient d'approvisionnement fourni par le titulaire dans le BPU.

$Ppt = Ppf \times CoA + \text{forfait de déplacement} + \text{prix de la main d'œuvre}$

où :

Ppt = Prix unitaire des équipements facturés par le titulaire du présent accord-cadre,

Ppf = Prix unitaire des équipements facturés par le fournisseur du titulaire du présent accord-cadre.

Ce coefficient d'approvisionnement (CoA) est réputé comprendre l'ensemble des frais et sujétions (octroi de mer, frais de douane, transport, marge entreprise, ...) à appliquer au prix pro-forma d'une pièce nue, hors main d'œuvre et forfait de déplacement des techniciens. Il est rappelé :

- qu'une facture PROFORMA est une facture directement issue du fournisseur/fabricant, intègre la mention « PROFORMA » et le prix de base des pièces souhaitées ;
- le forfait déplacement concerne l'acheminement des pièces jusqu'à pied d'œuvre du chantier.

Eu égard à ces éléments, le titulaire du marché ne pourra prétendre à des coûts ou frais de gestion supplémentaires aux éléments précités.

Chaque bon de commande précisera (au minimum) :

1. le lieu précis d'exécution des prestations ;
2. la nature et la description des ouvrages à exécuter ;
3. les montants TTC avec le devis estimatif, en prix de base et mis à jour.

1.4.3 - Clause de non exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité de commande, objet du présent accord-cadre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre dans les situations suivantes :

- Le titulaire est dans l'incapacité de réaliser les travaux dans les délais contractuels :
 - Rupture de stock ;
 - Perte de compétence avérée du titulaire dans le domaine technique concerné ;

- Incapacité à transmettre un devis quantitatif dans les délais alloués ;
- Urgence impérieuse.

L'administration se réserve le droit de mettre en concurrence le titulaire du marché si la prestation (hors BPU) semble surestimée ou si l'entreprise est défaillante.

1.5 FORME DE NOTIFICATIONS DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS DES DIFFERENTS INTERVENANTS DU MARCHE

Conformément à l'article 3.1 du CCAG fournitures courantes et services, la notification des documents ou informations qui font courir un délai, est réalisée par échanges dématérialisés.

Il en est de même pour tous les autres documents et informations ne faisant pas courir de délai.

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu de fournir dès la notification du présent marché :

- une adresse électronique accessible en permanence de la personne désignée dans l'acte d'engagement et signataire du marché, agissant pour le compte du titulaire ;
- une autre adresse électronique accessible en permanence de la personne désignée par l'entreprise et responsable du suivi des prestations objet du présent marché.

Les modalités détaillées relatives aux formes à adopter pour les correspondances dématérialisées (règles de message) seront arrêtées par le maître d'œuvre.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'accuser réception de chaque mail dans les vingt-quatre heures (si jour ouvrable). L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé ou férié est réalisé lors du premier jour suivant.

Le titulaire dispose de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves au bon de commande ou à l'ordre de service.

Les notifications des documents ou réserves émises par le titulaire de l'accord-cadre sont envoyées aux adresses électroniques qui seront communiquées au démarrage du contrat.

Les dispositions relatives aux échanges dématérialisés peuvent être modifiées ou complétées par ordre de service ou par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.6 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE SECURITE

Dispositions relatives à l'accord-cadre

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les armées. Le titulaire doit prendre en compte les conséquences de la contrainte d'accès (coût, délai, organisation...) et se conformer à l'article 5 du CCAG fournitures courantes et services.

Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour chaque bon de commande.

Cette liste doit certifier pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Contrôle des accès

En plus de la liste nominative, l'accès à certaines emprises peut nécessiter la présentation d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail et par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînera tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Son attention est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

- sur tous les sites militaires, l'accès est réglementé. Il peut également être soumis à la constitution d'un dossier comportant une enquête de sécurité (délais d'instruction = 2 mois) ;
 - sur les sites des logements domaniaux, l'accès est soumis à prise de rendez-vous avec les occupants (parties privatives).
- (Chantier fermé vers l'extérieur et ouvrant sur le domaine militaire).

1.7 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'à la date anniversaire.

L'accord-cadre est à reconduction **tacite** chaque année à sa date anniversaire, sa durée totale ne pouvant excéder QUATRE (4) ans. Si l'administration choisit de ne pas reconduire l'accord-cadre, la non-reconduction est prononcée expressément sans justificatif par décision écrite de l'administration au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de la notification.

Le titulaire de l'accord-cadre peut refuser la reconduction. Dans ce cas, il adresse sa décision au pouvoir adjudicateur (directeur de la DID) par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail à l'adresse suivante : did-cayenne-divadm.ach.fct@intradef.gouv.fr au plus tard trois mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Des bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée par le bon de commande et peut dépasser la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles :

- l'Acte d'engagement (AE) et ses annexes (dont le bordereau des prix unitaires et la décomposition globale et forfaitaire du prix) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et ses mises à jour ;
- l'offre technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3 – PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement de l'accord cadre et son annexe 1 indiquent ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire,
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants.

3.2 CONTENU DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.2.1 – Contenu des prix

Les sujétions d'exécution suivantes seront prises en compte :

- les dépenses liées aux mesures de sécurité particulière à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations, objet du présent accord-cadre et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées,
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord-cadre à la fin du délai du présent contrat,
- l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés.

En cas de groupement conjoint, le montant du poste « frais de coordination » sera inclus dans l'offre du mandataire du groupement et sera réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des prestations, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants.

3.2.2 – Nature du prix

Le prix est forfaitaire pour la maintenance préventive des installations et équipements contre l'incendie des bâtiments des forces armées en Guyane et pour toutes les prestations correctives ponctuelles de moins de 1 000,00 €. Il s'établira sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Les prix forfaitaires comprennent les frais de déplacement, les frais d'hôtel et de nourriture, si besoin. Ils prennent en compte **tous** les frais nécessaires pour la maintenance préventive.

Pour les bons de commandes relatifs aux prestations ponctuelles de plus de 1 000,00 €, les prix seront unitaires. Ils s'établiront sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU). **La combinaison de plusieurs prestations simultanées sur un même site (ou quartier) d'intervention n'entraîne la facturation que d'un seul déplacement.**

3.2.3 – Modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre

Après vérification des prestations réalisées conformément aux dispositions du CCTP, les prestations seront réglées selon les modalités ci-dessous.

Pour les prestations annuelles et forfaitaires, le titulaire établira une facturation **trimestrielle** (tous les trois (3) mois) à partir de la date de notification.

La première facture sera donc établie à l'issue du premier trimestre calendaire exécuté.

Les prestations unitaires commandées aux BPU faisant l'objet d'un bon de commande seront payées par le règlement de factures.

Ces factures sont établies à l'issue de la complète et parfaite réalisation des prestations.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation distincte. Les factures devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier titulaire de l'accord-cadre ;
- le RIB, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la domiciliation des paiements ;
- la référence de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) ou du répertoire des Métiers (R.M.) ainsi que le numéro de SIREN ou SIRET ;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre et sa date ;
- le numéro de l'engagement juridique (l'EJ) (**numéro à 10 chiffres, présent sur la page de garde de l'acte d'engagement, ou sur celle de chaque bon de commande ponctuel**) ;
- la période d'exécution des prestations pour les factures trimestrielles relatives au bon de commande annuel et forfaitaire ;

- la date de la transmission des résultats et la nature de l'intervention unitaire relative aux bons de commande ponctuels.

Pour toutes prestations, le titulaire adressera à la maîtrise d'œuvre, sa fiche d'intervention et sa facture pour validation. Une fois validée, le titulaire pourra déposer sa facture sur Chorus-pro.

Le sous-traitant adressera également après validation du titulaire du marché ses factures par voie dématérialisée sous chorus pro suivant l'adresse ci-dessous :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Le code du service exécutant à saisir est le suivant : D04115J973.

Numéro SIRET : 110002011 00044.

Pour toute information concernant la mise en œuvre de la dématérialisation via le portail Chorus-pro et le paiement de vos factures, vous pourrez contacter la cellule régulation au 05.94.39.20.65 ou par mail, à l'adresse gsbdd-guf-dm-regulation.referent.fct@intradef.gouv.fr

En complément de l'article 11.2 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services, si le représentant du pouvoir adjudicateur est empêché, du fait du titulaire ou d'un sous-traitant, de procéder à une opération nécessaire au mandatement (information ou document complémentaire demandé par le pouvoir adjudicateur), le délai de paiement commence à courir à nouveau en totalité à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'information ou document attendu.

3.3 VARIATION DANS LES PRIX

3.3.1 – Type de variation des prix

Les prix (le BPU et la DPGF) sont révisibles annuellement à chaque reconduction par le pouvoir adjudicateur.

3.3.2 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du RC.

Ce mois est appelé " mois zéro ".

3.3.3 – Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index désigné ci-après, publié au Bulletin Officiel par l'INSEE :

Identifiant	Définition
010762013	Indice du coût du travail - Coût horaire - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020

3.3.4 – Modalités de révision

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification du marché.

La révision est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule : $C_n = 0,125 + 0,875 (I_n / I_0)$.

Dans cette formule,

- I_0 est la valeur de l'index au mois zéro,
- I_n est la valeur connue de l'index de référence I du marché à la date de reconduction de l'accord cadre.

3.3.5 – Application de l'octroi de mer - Droit additionnel à l'octroi de mer

L'accord-cadre étant conclu « toutes taxes comprises », les montants des acomptes et du solde seront calculés avec les prix des bons de commande comprenant l'ensemble des charges fiscales dont l'octroi de mer.

3.3.6 – Vérification des prestations effectuées

Une réunion annuelle avant chaque reconduction, entre le maître d'œuvre et le titulaire est réputée incluse dans le prix des prestations annuelles et forfaitaires. Elle aura pour objet la synthèse de l'année écoulée, et si besoin, d'apporter des modifications ou des améliorations.

Pour l'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet des prestations, il sera appliqué le CCAG FCS.

3.4 DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

3.4.1 – Délais d'exécution maintenance préventive

Le planning transmis par le titulaire dans son offre conformément au CCTP de l'accord-cadre sera actualisé et détaillé suite à la notification pour donner un « planning définitif d'exécution des prestations annuelles et forfaitaires ».

Le titulaire est tenu de respecter ce planning. Un retard est constaté dès lors que le titulaire ne réalise pas la prestation prévue à la date programmée.

3.4.2 – Délais d'exécution d'interventions ponctuelles

Le titulaire est tenu d'intervenir dans les délais fixés à l'art.2.2.2 du CCTP du présent accord-cadre.

Les demandes d'intervention ponctuelles ne seront valides que si elles sont exprimées par le maître d'œuvre. Le déclenchement d'une prestation peut se faire par téléphone selon le degré d'urgence et sera confirmé par courriel, puis régularisé.

3.4.3 – Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'y aura pas d'exonération de pénalités de retard sans demande écrite du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'intervention sera dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes : **100 € par jour de retard**.

Remise de documents

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité d'un montant de **150 € par jour de retard** sera appliquée par « tout document à remettre » au maître d'œuvre comme stipulé dans le CCTP.

3.4.4 – Pénalités diverses

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités seront appliquées dans les situations suivantes :

Absence à une réunion

Pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'œuvre, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de **200 € TTC**.

Sous-traitance occulte

Le titulaire de l'accord-cadre encourt une pénalité de **2 500 € TTC** pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service du maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu d'inclure avec le sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant du pouvoir adjudicateur une clause prévoyant « la résiliation du sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »).

Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte).

Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le chantier.

Travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à **10 %** du montant HT du bon de commande, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.82245 du code du travail.

ARTICLE 4 – PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

4.1 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS

L'annexe 1 jointe à l'acte d'engagement constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de transmission avec l'offre d'un acte de sous-traitance, le DC4 indiquera la nature et le montant des travaux que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Le montant des travaux sous-traités indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Après la notification du marché, pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

4.2 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT PAR VIREMENTS

Le sous-traitant fera une facture qui devra porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier titulaire de l'accord-cadre ;
- le RIB, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la domiciliation des paiements ;
- la référence de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) ou du répertoire des Métiers (R.M.) ainsi que le numéro de SIREN ou SIRET ;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre et sa date ;
- le numéro de l'engagement juridique (l'EJ) **(numéro à 10 chiffres, présent sur la page de garde de l'acte d'engagement, ou sur celle de chaque bon de commande ponctuel)**
- la période d'exécution des prestations pour les factures trimestrielles relatives au bon de commande annuel et forfaitaire.

Pour toutes prestations, le titulaire adressera à la maîtrise d'œuvre, sa fiche d'intervention et sa facture pour validation. Une fois validée, le titulaire pourra déposer sa facture sur Chorus-pro.
Le sous-traitant adressera également après validation du titulaire du marché ses factures par voie dématérialisée sous chorus pro suivant l'adresse ci-dessous :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

En complément de l'article 11.2 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services, si le représentant du pouvoir adjudicateur est empêché, du fait du titulaire ou d'un sous-traitant, de procéder à une opération nécessaire au mandatement (information ou document complémentaire demandé par le pouvoir adjudicateur), le délai de paiement commence à courir à nouveau en totalité à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'information ou document attendu.

ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

5.2 AVANCE

Le versement d'une avance dans les conditions prévues aux articles R2191-4 à 19 du code de la commande publique est prévu pour le titulaire. Ce dernier indique dans l'acte d'engagement s'il refuse ladite avance. Chaque bon de commande donnera lieu à un calcul d'avance distinct. Le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du bon de commande (si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois).

Le paiement de l'avance intervient dès la notification du bon de commande. Le délai global de trente (30) jours court à compter de cette date.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations facturées atteint 55 % du montant initial du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte, sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes, de règlement partiel ou définitif ou de solde.

Si le bon de commande est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutés directement par le mandataire et par les cotraitants.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

L'exécution normale des prestations ne doit pas être interrompue pendant la période des congés légaux. En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire prendra, à ses frais, toutes les dispositions pour que la totalité du service soit assurée.

Il est rappelé que l'entreprise ne pourra arguer à posteriori de la non exhaustivité de cette liste lors de la réalisation de l'état zéro, mission contractuelle et forfaitaire du marché.

Après notification, un procès-verbal contradictoire (état zéro), préparé par l'entreprise titulaire, sera établi à sa prise de service et annexé des réserves qu'elle juge opportunes de signaler.

Concernant la prise en compte de nouveaux équipements non listés, ils seront pris en compte et intégrés au marché par voie d'avenant, à l'issue de l'état zéro.

Le titulaire fournira ce procès-verbal en deux exemplaires reliés au format papier ainsi qu'un exemplaire au format WORD ou EXCEL.

Un rapport technique annuel sera rédigé par le titulaire afin de permettre à la personne publique d'organiser une gestion rigoureuse de ses installations et de planifier les travaux d'amélioration proposés par le prestataire.

De même, à la fin du marché, un état des lieux des installations sera fourni à l'administration (état final).

6.1 MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur. Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

6.2 QUALIFICATIONS REQUISES

Les agents du titulaire employés dans le cadre du présent marché devront obligatoirement posséder les qualifications et habilitations nécessaires pour l'exécution des prestations.

6.3 CLAUSES D'EXECUTION A CARACTERE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS relatives à la protection de l'environnement, les candidats pourront mettre en place des mesures allant au-delà des prescriptions législatives et réglementaires, telles que :

- l'utilisation de papier recyclable et recyclé,
- l'impression recto/verso,
- l'utilisation de matières labellisées,
- la formation de ses personnels à l'éco-conduite.

Concernant les aspects sociaux, le titulaire doit s'impliquer dans l'emploi de personnes en situation précaire ou d'handicap. Par exemple, en priorisant l'emploi de personnes issues d'organismes d'insertion professionnelle.

Durant l'exécution du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournira un état des lieux de ses actions concernant la protection de l'environnement ainsi que le développement social de son entreprise.

Dans le cadre des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des contrôles de sécurité du matériel, de la protection du personnel.

ARTICLE 7 – CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION ET LABEL

7.1 CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux tort du titulaire.

7.2 LABEL

- Le ministère des Armées a obtenu le label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 : 2017 "achats responsables – lignes directrices" délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.
- À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à cette norme et aux exigences de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR) et label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.
- Le titulaire s'engage à informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR), puis le dépôt d'un dossier de candidature au label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que les mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.
- La médiation des entreprises en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche – pour toute information :
- site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ARTICLE 8 – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées.

8.1 MODIFICATION DES CLAUSES DE VARIATION (REVISION, ACTUALISATION) DES PRIX EN CAS DE SUPPRESSION OU MODIFICATION D'INDEX, D'EVOLUTION DES VARIATIONS SUPERIEURES AUX CLAUSES BUTOIR

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché public peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié ;
- si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être supprimé (ou remplacé), ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article 3.3 du présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

Les modifications seront actées par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur.

8.2 SUBSTITUTION D'UN NOUVEAU TITULAIRE LORSQUE LE TITULAIRE EST VISE PAR UNE PROCEDURE COLLECTIVE, ET DANS LE CAS DE SILENCE DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE OU DU LIQUIDATEUR A LA SUITE DE SA MISE EN DEMEURE PAR L'ACHETEUR

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L.622-13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code du commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien, s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier le marché public dans les conditions suivantes :

- l'acheteur a la possibilité de substituer au titulaire initial un nouveau titulaire justifiant de capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale ;
- le décompte des prestations effectuées au titre du marché par le titulaire initial est établi par l'acheteur qui en informe l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire initial.

La substitution fait l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intègre le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du marché.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il est fait application des dispositions des articles du CCAG relatifs à la résiliation du marché.

8.3 SUBSTITUTION SUR DEMANDE DU TITULAIRE D'UN NOUVEAU TITULAIRE EN RAISON D'IMPOSSIBILITE DE POURSUIVRE LES PRESTATIONS DU MARCHE

Sur demande expresse, le titulaire peut solliciter de l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire en cas d'impossibilité à poursuivre l'exécution des prestations du marché (hormis les difficultés d'exécution mentionnées à l'article 31.1 du CCAG FCS).

Le titulaire transmet sa demande à l'acheteur en exposant les motifs accompagnés d'un dossier de présentation de l'opérateur économique de substitution, comportant l'ensemble des documents de candidature requis lors de la consultation.

Le titulaire de substitution doit impérativement justifier des capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale. L'acheteur peut, quel que soit le motif, opposer un refus à la substitution d'un nouveau titulaire, au titre de la présente clause de réexamen.

L'acheteur notifie au titulaire initial dans un délai de 15 (quinze) jours maximum après réception de la demande, sa décision d'acceptation ou de refus du titulaire de substitution.

Le titulaire de substitution reprend l'intégralité des obligations du marché. Il est responsable envers l'acheteur de l'éventuel passif imputable au titulaire initial trouvant son origine avant la prise d'effet de la substitution.

La substitution ne peut, en aucun cas, intervenir avant le début de l'exécution des prestations du marché.

La modification fait l'objet d'un avenant de transfert sans incidence financière

En cas de refus, l'acheteur met en demeure le titulaire initial de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

8.4 PRISE EN COMPTE D'EVENTUELS SURCOUTS ET INDEMNITES POUVANT EN RESULTER LIES A UNE CRISE OU TOUT EVENEMENT CONDUISANT A MODIFIER SIGNIFICATIVEMENT LES MODALITES D'EXECUTION DU CONTRAT OU D'UN BON DE COMMANDE

Lorsque, sans que l'exécution du marché ou d'un bon de commande soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 10 jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillés fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

8.5 REDUCTION DU PERIMETRE TECHNIQUE

En cas de suppression de matériels, installations ou équipements, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) en informe le titulaire. Le RPA établit, dans le cas où le marché comporte une partie sur prix forfaitaires, une nouvelle décomposition ou un nouvel état des prix prenant en compte la suppression des matériels, installations ou équipements concernés et la notifie, avec sa décision de réduction du périmètre technique, au titulaire par ordre de service.

La modification n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

8.6 EXTENSION DU PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

L'ajout de sites (immeubles ou bâtiments) au périmètre géographique du contrat sera effectuée de la manière suivante : le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) en informe le titulaire qui établit, dans

le cas où le marché comporte une partie sur prix forfaitaires, une nouvelle décomposition ou un nouvel état des prix intégrant les sites ajoutés. La proposition de prix par le titulaire devra impérativement être en cohérence avec les prix du marché initial pour le même type de site en terme de technicité, d'ampleur, d'exigences. Les prestations à exécuter sur les nouveaux sites seront identiques à celles prévues au cahier des charges / CCTP/CCP, sur les sites prévus au contrat initial. Les évolutions seront actées par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur ou les évolutions seront actées par avenant.

8.7 REDUCTION DU PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

En cas de suppression de sites (immeubles ou bâtiments), le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) en informe le titulaire. Le RPA établit, dans le cas où le marché comporte une partie sur prix forfaitaires, une nouvelle décomposition ou un nouvel état des prix prenant en compte la suppression des sites concernés et notifie la nouvelle pièce de prix, avec sa décision de réduction du périmètre géographique, au titulaire par ordre de service. La modification n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

8.8 AJOUT DE PRIX DANS UN BORDEREAU DE PRIX

Dans le cas où certaines prestations définies dans l'accord-cadre et chiffrées dans le bordereau de prix ne correspondent plus aux besoins des organismes utilisateurs, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire de lui proposer d'autres types de prestations répondant au besoin, à prix équivalent. L'incidence financière de ces nouveaux éléments ne pourra, en aucun cas, être supérieure à 10 % du montant des prix initiaux concernés. Les modifications seront actées par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur ou par avenant.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires non français.

L'article 55 du Code des tribunaux administratifs donne compétence au tribunal administratif du lieu où le contrat a été signé par l'autorité publique lorsque l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un tribunal administratif.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre doit être soumis à la partie adverse par le titulaire ou le Directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne sous pli recommandé avec accusé de réception.

La copie du jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire de l'accord-cadre à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Médiation :

COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application de l'article R 2197-1 à 25, en cas de différend concernant l'exécution des contrats publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

Les coordonnées du service de médiation sont :
minarm.mEDIATEUR-ENTREPRISES.FCT@INTRADEF.GOUV.FR ou 09-88-68-19-25 et 06-07-48-31-44.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Cayenne 7, rue Victor Schœlcher, 97 300 Cayenne, tél : 05-94-25-49-70,
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr.
Ou : <https://citoyens.telerecours.fr>

ARTICLE 10 – RESILIATION

Il sera appliqué l'art 38 du CCAG FCS.

ARTICLE 11 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations au cahier des clauses administratives générales fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 3.4.3	Article 14.1.3
Article 3.4.3	Article 14.1.1
Article 3.4.4	Article 14